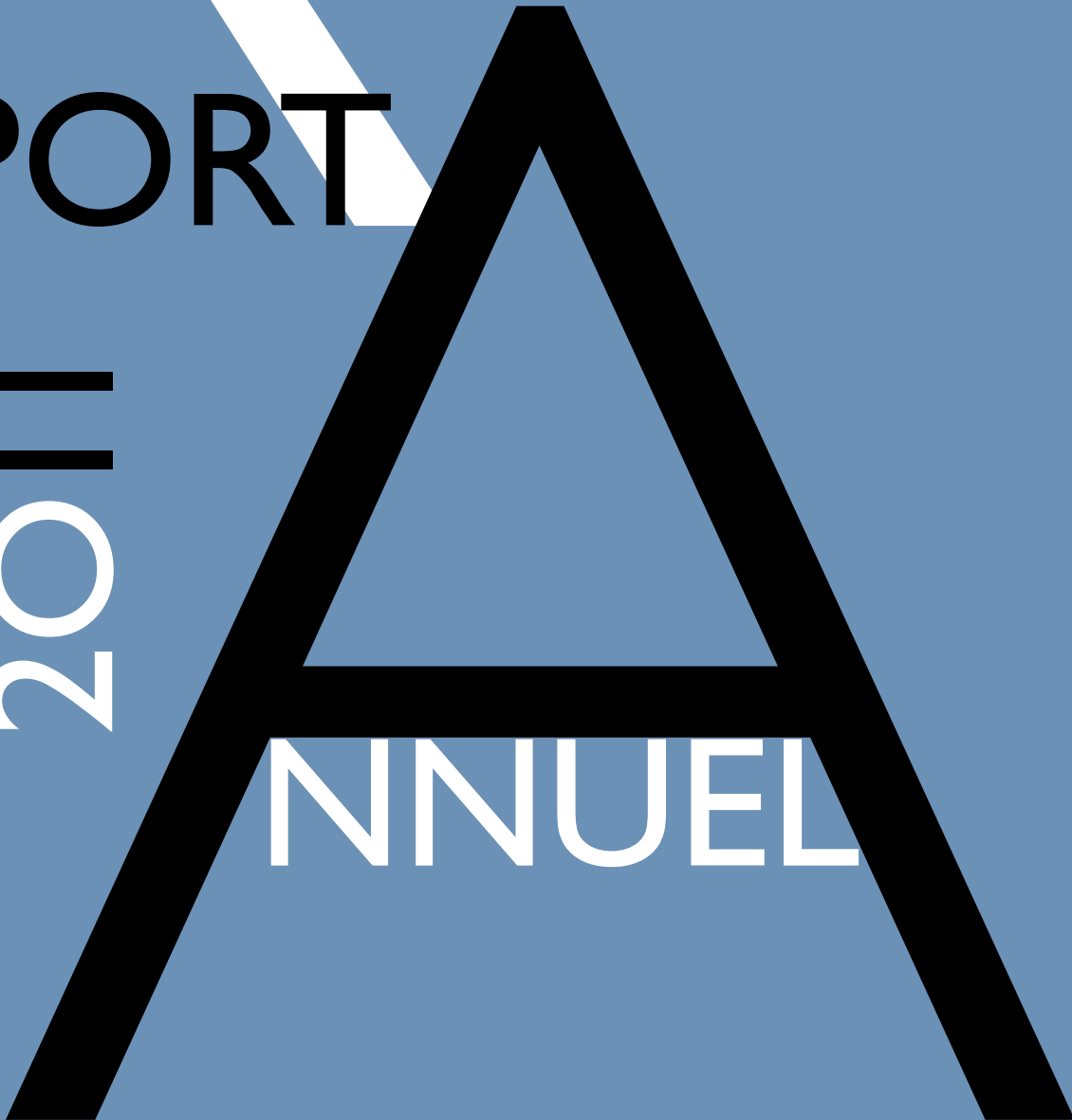




**R**  
**R**  
**APPORT**

**2011**

**ANNUUEL**





## MISSION

Fondé en 1972, l'Institut de recherche en politiques publiques est un organisme pancanadien indépendant, bilingue et sans but lucratif.

Sa mission consiste à améliorer les politiques publiques en produisant des recherches, en proposant de nouvelles idées et en suscitant des débats sur les grands enjeux publics auxquels font face les Canadiens et leurs gouvernements.

L'indépendance de l'Institut est assurée par un fonds de dotation établi au début des années 1970 grâce aux contributions des gouvernements fédéral et provinciaux ainsi que du secteur privé.

## FAITS SAILLANTS

de l'exercice terminé le 31 mars 2011 (en milliers de dollars)

	2011	2010	2009
Budget de fonctionnement	2 392	2 385	2 579
Charges	2 351	2 304	2 460
Excédent du budget de fonctionnement sur les charges	41	81	119

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Janice MacKinnon	Présidente
Graham Scott	Vice-président
David N. Biette	Washington, DC
Kim Brooks	Halifax
Ian D. Clark	Toronto
Jim Dinning	Calgary
Alain Dubuc	Montréal
Mary Lou Finlay	Toronto
Ann Fitz-Gerald	Royaume-Uni
Isabelle Hudon	Montréal
George Lafond	Victoria
Janice MacKinnon	Saskatoon
John Manley	Ottawa
Barbara J. McDougall	Toronto
A. Anne McLellan	Edmonton
L. Jacques Ménard	Montréal
Martha C. Piper	Vancouver
Graham Scott	Toronto
Paul M. Tellier	Montréal
Wanda Wuttunee	Winnipeg

## MEMBRES DE L'INSTITUT

Howard Bergman	Montréal
Lea Hansen	Toronto

MESSAGE

DE LA

JANICE MACKINNON

RÉSIDENTE

DU

ONSEIL

D'ADMINISTRATION

L'année écoulée en a été une de transition à la tête de l'IRPP, Mel Cappe ayant achevé les cinq années de son mandat à titre de président, fonction qu'il a exercée avec tout le dévouement et l'expertise qui ont marqué ses 30 ans de carrière dans la fonction publique fédérale. Sous sa direction, l'IRPP a tissé des liens étroits avec les décideurs et les milieux politiques du pays. Nous le remercions de son inestimable contribution et lui souhaitons la meilleure des chances dans ses futurs projets.

**C'EST** sous la présidence de  
Graham Fox que l'Institut  
mènera la prochaine étape de

son développement. Et nous en sommes d'autant plus heureux que cet entrepreneur en politique d'un grand dynamisme possède une expérience de haut niveau dans ce domaine, tout comme en recherche liée aux politiques publiques, en relations gouvernementales et en communications. En cette ère de l'information où les nouvelles technologies, la multiplication des acteurs politiques et les fortes attentes des citoyens imposent à la recherche et au débat public de se renouveler en permanence, l'IRPP doit évoluer au rythme de tous ces phénomènes. L'expérience de la vie politique et médiatique de Graham Fox, son vif intérêt pour les nouvelles pistes de recherche et sa capacité de dialogue assureront à l'IRPP de mettre à profit ses forces et d'étendre son rayonnement. Nul doute que ces qualités permettront aussi de rassembler des dirigeants de tous les secteurs d'activité autour de fructueux débats sur les grands défis qui attendent notre pays. Toute notre équipe se réjouit de sa nomination et des prochains succès de l'Institut.

En ce qui concerne le conseil d'administration, signalons le départ pour des raisons personnelles de Peter Aucoin, qui y siégeait depuis 2005 et dirigeait son Comité de recherche, et le départ de Milton Wong, qui s'y était joint en 2010. C'est avec une grande tristesse que nous avons appris un peu plus tard que M. Aucoin est décédé, après avoir lutté courageusement contre le cancer. À l'issue de leur second mandat de quatre ans, nous avons aussi pris congé de Fred Gorbet, Guy Saint-Pierre, Bernard Shapiro et Kent Weaver. Quant aux membres de l'Institut, Meyer Burstein et Peter Nicholson ont mené à terme leur mandat de deux ans. Au nom du Conseil, j'aimerais les remercier tous de leur précieuse contribution au Conseil, aux comités et aux travaux de l'Institut.

Nous sommes heureux d'accueillir à titre de nouveaux administrateurs David Biette, directeur du Canada Institute au Woodrow Wilson International Center for Scholars à Washington, DC ; Kim Brooks, doyenne de l'École de droit Schulich de l'Université Dalhousie ; Alain Dubuc, auteur et chroniqueur au journal *La Presse* ainsi qu'à six autres quotidiens québécois ; Isabelle Hudon, présidente de la Financière Sun Life Québec ; et George Lafond, ancien chef de conseil tribal des Premières Nations, et expert-conseil en affaires et développement social auprès de gouvernements, d'universités, de bandes autochtones, d'entreprises et d'organismes. Howard Bergman a accepté de renouveler son mandat de deux ans à titre de membre, et Lea Hansen, qui fait partie du Comité des placements depuis des années, s'est nouvellement jointe au groupe des membres. Au nom du Conseil, je leur souhaite la bienvenue et me réjouis à l'avance de leur contribution.

J'aimerais enfin remercier les membres du Conseil qui ont siégé au comité chargé de désigner le successeur de Mel Cappe, soit Graham Scott, Fred Gorbet, Barbara McDougall et Guy Saint-Pierre. Tous se sont acquittés haut la main de cette responsabilité, et nous sommes persuadés que notre nouveau président insufflera à l'IRPP une grande vitalité. J'exprime aussi ma reconnaissance à tous les membres du Conseil pour leur soutien durant l'année écoulée. J'ai hâte de collaborer avec ce groupe d'experts provenant de différents horizons qui partagent le même engagement d'excellence en matière de recherche sur les politiques publiques.

**Janice MacKinnon,**  
Saskatoon, juin 2011

MESSAGE

DU

Ce rapport annuel coïncide avec la fin de mon mandat à la présidence de l'IRPP. Au moment où vous lirez ces lignes, j'aurai passé le flambeau à mon jeune et brillant successeur, qui saura à n'en pas douter mener l'Institut vers de nouveaux sommets d'excellence. J'ai occupé ce poste pendant cinq ans ; jamais au cours de ma carrière je n'avais exercé les mêmes fonctions aussi longtemps. C'est dire à quel point ce fut un honneur pour moi de présider un organisme de cette qualité.

RÉSIDENT

MEL

T

CAPPE

**J'AVAIS** défini dans mon premier rapport annuel certains objectifs dont j'aimerais ici réaffirmer la raison d'être. Le premier d'entre eux consistait à faire valoir notre recherche auprès des décideurs et à enrichir le débat public. Nous avons maintenu cette priorité en approchant directement les législateurs, ministres et représentants des niveaux fédéral, provincial et municipal. Et nous avons stratégiquement recouru aux médias en vue d'éclairer l'opinion et les décisions de la classe politique.

L'image de marque de l'IRPP repose sur une qualité de recherche qui le distingue des organismes comparables. Cette excellence, nous la devons à un personnel de premier ordre (auquel je rends hommage ci-dessous) ainsi qu'à des chercheurs et spécialistes parmi les plus éminents du pays. Plus de trois décennies consacrées à l'élaboration des politiques au sein de la fonction publique, suivies de mes cinq années à la barre de l'IRPP, m'ont appris l'extrême importance d'une recherche fondée sur des données probantes. Pour tous les gouvernements, l'efficacité du processus décisionnel et des orientations politiques réside dans l'analyse et l'exactitude des données, d'où le rôle crucial de la recherche pour alimenter le débat public. Un débat dont l'IRPP a toujours été partie intégrante.

L'indépendance de l'Institut est aussi garante de sa crédibilité auprès du public, des médias et des décideurs. La diversité et la compétence des membres de son Conseil protègent cette indépendance, au même titre que notre fonds de dotation nous permet d'étudier les enjeux que nous jugeons décisifs pour l'avenir du pays, sans égard aux pressions ou aux incitations.

Le processus des politiques publiques évolue, et il en est ainsi des organismes de recherche. Une foule de *think tanks* ont vu le jour, et beaucoup défendent une vision ou un point de vue spécifiques dont ils sont en vérité les porte-parole. Or l'IRPP se démarque d'un bon nombre d'entre eux parce qu'il n'adhère à aucun point de vue prédéfini. Comme le stipule notre énoncé de mission, nous avons strictement pour but d'améliorer les politiques publiques du pays en produisant des recherches, en proposant des idées nouvelles et en suscitant de fructueux débats. C'est ainsi que nous contribuons à renforcer la qualité des décisions d'intérêt public.

Mon deuxième objectif consistait à recruter de nouveaux collaborateurs au-delà de nos cercles habituels. Nous avons établi au fil du temps une équipe de spécialistes réputés sur la base d'une collaboration réciproquement avantageuse. Or cette équipe s'enrichit aujourd'hui de chercheurs et d'analystes de la nouvelle génération, comme en témoigne Graham Fox lui-même, notre nouveau président, qui écrivait dans *Options politiques* depuis déjà un certain temps.

Comme je l'ai souvent dit, le rôle de président consiste à décider quelles recherches sont à écarter. Les défis stratégiques du présent millénaire sont titanesques. Mais c'est sans se laisser distraire que l'IRPP a maintenu pendant mon mandat l'accent sur ses principaux programmes de recherche : Diversité, immigration et intégration ; Compétitivité, productivité et croissance économique ; et Les défis du vieillissement. Bien sûr, nous avons parfois dévié de ce parcours pour nous consacrer à d'autres programmes clés, par exemple la sécurité et la démocratie ou la question de l'eau – celle-ci ayant fait l'objet du numéro de juillet 2009 d'*Options politiques* –, ou le Nord canadien, thème du projet L'art de l'État IV qui était en préparation à mon arrivée et qui a connu un vif succès.

J'aimerais en terminant revenir à notre personnel pour en souligner l'excellence, comme je l'avais fait en 2007 dans mon premier rapport. En commençant par Suzanne Ostiguy McIntyre, notre vice-présidente aux opérations, une force de la nature dont l'écoute attentive s'accompagne d'une grande capacité de décision. La bonne marche de l'Institut doit beaucoup à la rigueur de sa gestion. Quant à France St-Hilaire, notre vice-présidente à la recherche, elle est à la fois polyvalente, exigeante en ce qui a trait à la qualité et d'un discernement à toute épreuve. Lorsque ce tandem entre en action, on ne peut manquer d'être épaté par son efficacité.

Georgia Kotsakis cumule avec grande compétence les rôles de réceptionniste, d'adjointe administrative, de gestionnaire des répertoires et de responsable des inscriptions aux événements. Brian Peebles, assistant de recherche au riche parcours universitaire, s'acquitte de ses fonctions avec une scrupuleuse rigueur. Pleine de ressources, Chantal Létourneau coordonne de main de maître la publication de notre revue et de la collection Études IRPP. Un mot pour la décrire : fiabilité. Et notre directrice des communications Kate Shingler n'aurait pu mieux faire pour accroître la visibilité médiatique de l'Institut tout en nous initiant aux secrets des médias sociaux. Elle a été remplacée pendant son congé de maternité par Nicola Johnston, une excellente agente des communications qui déborde d'idées et sait traduire simplement les notions les plus complexes.

La compétence et la fiabilité de Suzanne Lambert, notre coordonnatrice aux événements, m'ont toujours inspiré une totale confiance. Notre coordonnatrice à l'édition Francesca Worrall est une championne des mots (contrairement à moi, qui ne trouve pas de mot plus original que « championne » pour la décrire), maîtrisant toutes les règles linguistiques et répondant patiemment à toutes nos demandes. Guadalupe Bermejo est une contrôleuse d'expérience très disciplinée qui ne craint jamais de nous dépeindre la réalité de notre situation financière, grâce à quoi nous tirons le meilleur parti de nos ressources limitées. Quant à ma précieuse adjointe Félice Schaefli, elle a su compenser ma distraction en s'assurant que j'étais toujours au bon endroit au bon moment. Elle exerce aussi avec talent et rigueur ses fonctions de traductrice, de réviseuse et d'administratrice.

Jeremy Leonard est un économiste aux multiples talents, entré à l'IRPP en tant que webmestre et devenu un directeur de recherche aux riches capacités d'analyse, qui sait faire avancer les dossiers et composer avec les auteurs. Sarah Fortin, notre conscience en matière de français, est une formidable directrice de recherche en politiques sociales. David Boisclair a été partie prenante de notre équipe d'analyse économique, agissant comme directeur de recherche dans les dossiers de l'eau et de la réforme des retraites. Il est actuellement en congé parental pour une durée indéterminée et il nous manquera beaucoup. Leslie Seidle, l'érudition même pour tout ce qui concerne la démocratie et les institutions, est aussi un expert des questions de diversité. Enfin, L. Ian MacDonald a fait d'*Options politiques* une revue du plus haut calibre et une lecture incontournable pour tous les décideurs.

Je quitte l'Institut sans trop de regrets, sinon celui de ne pouvoir participer à ses futurs projets. Mais je sais que sous la gouverne de son nouveau président, qui pourra compter sur une équipe soudée et le soutien de notre Conseil, l'IRPP continuera de multiplier les succès.

**Mel Cappe**

Toronto, avril 2011

# DIVERSITÉ

# IMMIGRATION

ET

DIRECTEUR DE RECHERCHE

LESLIE SEIDLE

# INTÉGRA

Depuis 2002, l'IRPP a produit maintes publications et organisé de nombreux événements et colloques sur les politiques d'immigration ainsi que l'intégration économique et sociale des immigrants canadiens. En publiant cette année quatre nouvelles études dans le cadre de ce programme, il a poursuivi l'analyse des défis de politiques publiques liés à la diversité croissante du pays, à sa cohésion sociale et à la notion de citoyenneté partagée.



## PUBLICATIONS

*The Canadian Temporary Foreign Worker Program: Do Short-Term Economic Needs Prevail over Human Rights Concerns?*  
Delphine Nakache et Paula J. Kinoshita  
Mai 2010

*Multiple Citizenship, Identity and Entitlement in Canada*  
Audrey Macklin et François Crépeau  
Juin 2010

*Un diplôme postsecondaire canadien : un tremplin vers des emplois de qualité pour les immigrants ?*  
Maude Boulet et Brahim Boudarbat  
Septembre 2010

*The Manitoba Provincial Nominee Program: Attraction, Integration and Retention of Immigrants*  
Tom Carter, Manish Pandey et James Townsend  
Octobre 2010

## ÉVÉNEMENTS

Symposium : « Canada's Immigration Policy: Reconciling Labour Market Needs and Longer-Term Goals »  
25-26 mai 2010  
Ottawa

Déjeuner-causerie : « Un diplôme postsecondaire canadien : un tremplin vers des emplois de qualité pour les immigrants ? »  
20 septembre 2010  
Montréal

Déjeuner-causerie : « The Manitoba Provincial Nominee Program: Attraction, Integration and Retention of Immigrants »  
20 octobre 2010  
Winnipeg

**EN** mai, l'IRPP a tenu à Ottawa un symposium d'experts de deux jours sur la politique d'immigration à long terme et l'évolution des besoins du marché du travail. De nombreux chercheurs et intervenants ont participé à cette rencontre, de même que des représentants du gouvernement fédéral et de plusieurs provinces. George Borjas, spécialiste de réputation internationale, en a prononcé le discours principal.

Deux des quatre études de cette année méritent d'être signalées pour leur contribution à l'analyse de deux initiatives gouvernementales rarement examinées : le Programme des candidats des provinces et le Programme fédéral des travailleurs qualifiés.

Parmi les changements apportés depuis 10 ans au système d'immigration canadien, le Programme des candidats des provinces a permis l'établissement d'un plus grand nombre de nouveaux arrivants dans les petites provinces en autorisant les gouvernements provinciaux à sélectionner leurs immigrants selon leurs besoins en main-d'œuvre. Dans leur étude sur l'application du programme au Manitoba, Tom Carter, James Townsend et Manish Pandey font valoir la réussite de l'établissement et de l'intégration des candidats sélectionnés par cette province. Les résultats de l'étude ont fait l'objet d'un débat d'experts lors d'un déjeuner-causerie tenu à Winnipeg dont le *Winnipeg Free Press* a rendu compte le jour même.

Quant aux travailleurs étrangers temporaires au Canada, dont le nombre est en hausse, leur situation soulève de plus en plus de questions, surtout en ce qui touche leurs conditions d'emploi. Or, selon l'étude de Delphine Nakache et Paula Kinoshita sur son application en Alberta, le Programme canadien des travailleurs étrangers ne comblerait pas à long terme les besoins du marché du travail au pays et serait injuste pour la grande majorité des travailleurs temporaires. L'étude a reçu une vaste couverture médiatique, le *Toronto Star* et le *Globe and Mail* lui ayant consacré des articles, et le *Vancouver Sun*, un texte d'opinion. Les auteurs ont aussi accordé plusieurs entrevues à la CBC et à Radio Canada International.

L'Institut continue aussi d'attirer l'attention des décideurs sur certains enjeux émergents au moyen de séances d'information informelles. En janvier, une rencontre d'une demi-journée organisée par des chercheurs de l'IRPP à l'intention de la ministre québécoise de l'Immigration a ainsi rassemblé des membres du personnel et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Au-delà de l'incidence de l'intégration des immigrants sur l'économie et le marché du travail, l'IRPP prévoit l'an prochain examiner plus en profondeur les facteurs d'intégration sociale et les communautés à risque.



*Diversité, immigration et intégration*  
**Diversity, Immigration and Integration**

JEREMY LEONARD

DIRECTEUR DE RECHERCHE

COMPÉTITIVITÉ

PRODUCTIVITÉ

ET

ÉCONOMIQUE  
CROISSANCE

Les questions économiques restent d'une importance capitale dans la foulée de la récession mondiale, au lendemain du tsunami qui a dévasté le Japon et pendant les événements qui agitent le monde arabe. Lancé en 2007, le programme de recherche Compétitivité, productivité et croissance économique est axé sur trois enjeux principaux : l'amélioration du rendement de la productivité et la stimulation de l'innovation, la mise à profit des avantages de la mondialisation et de l'évolution des modes d'échange, et l'adaptation aux changements structurels qui touchent l'économie canadienne.

L'IRPP a publié cette année deux importantes études dans le cadre de ce programme.

S'intéressant aux effets à long terme de la faiblesse structurelle de l'économie américaine, Patrick Georges et Marcel Mérette évaluent dans la première étude les options stratégiques de la politique commerciale du Canada pour en conclure que les avantages d'une diversification des échanges en faveur de pays comme l'Inde et la Chine sont potentiellement supérieurs à ceux d'une intégration nord-américaine plus approfondie. Publiée pendant les pourparlers sur un éventuel accord de libre-échange entre l'Inde et le Canada et les discussions sur une proposition de périmètre de sécurité nord-américain pour faciliter le commerce, cette étude a suscité un intérêt considérable et a été téléchargée du site Web de l'IRPP plus de 10 000 fois depuis sa parution en décembre 2010.

Le déjeuner-causerie tenu le jour du lancement de cette étude fait salle comble, attirant notamment les sous-ministres fédéraux des Finances et du Commerce international. Un article soulignant les conclusions de l'étude a paru le jour même dans le *Globe and Mail*.

#### PUBLICATIONS

[Canada's Strategic Trade Policy](#)

[Options: Deeper Continental](#)

[Integration or Diversification?](#)

Patrick Georges et Marcel Mérette

Décembre 2010

[Labour Force Participation of Older](#)

[Displaced Workers in Canada:](#)

[Should I Stay or Should I Go?](#)

Ross Finnie et David Gray

Février 2011

#### ÉVÈNEMENT

Déjeuner-causerie : « Canada's

Strategic Trade Policy Options:

Deeper Continental Integration vs.

Diversification »

9 décembre 2010

Ottawa



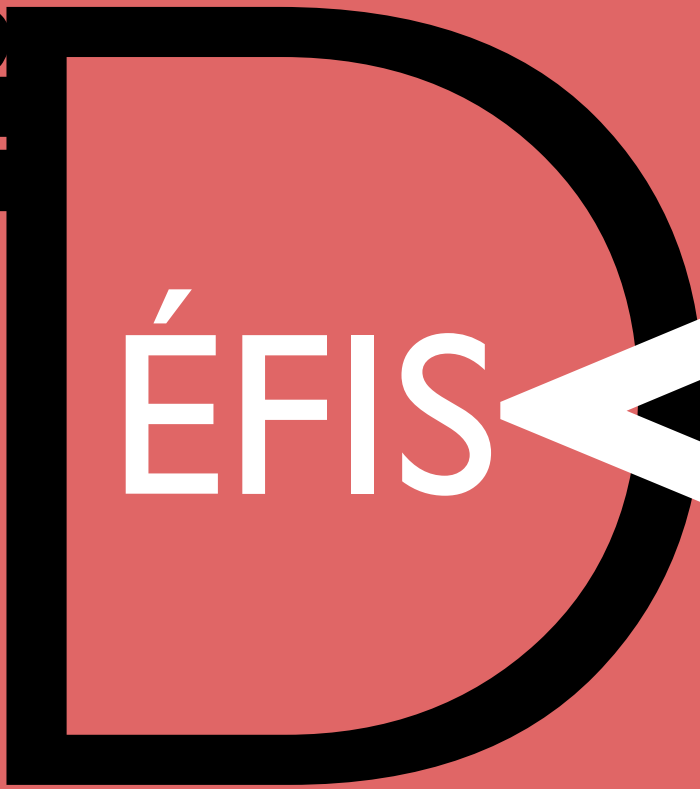
La deuxième étude, de Ross Finnie et David Gray, traite des difficultés que rencontrent sur le marché du travail les travailleurs licenciés d'un certain âge, qui ont du mal à trouver un nouvel emploi et plus encore à un salaire équivalent. En outre, leur salaire tend à stagner dans les années subséquentes, ce qui en incite beaucoup à prendre une retraite anticipée. Or les politiques actuelles d'assurance-emploi tiennent insuffisamment compte de la situation des travailleurs licenciés âgés, estiment les auteurs, qui recommandent comme option viable la création d'une assurance-salaire.

Cette étude a reçu une couverture médiatique nationale, des quotidiens comme le *Times Colonist* de Victoria (C.-B.), le *Calgary Herald* et *The Gazette* lui ayant consacré des articles. Elle a aussi donné lieu à plusieurs entrevues radiophoniques et à la publication d'un texte d'opinion des auteurs dans l'édition en ligne du *Globe and Mail*. L'étude traitant d'un problème qui touche beaucoup de Canadiens en ces lendemains de récession, elle a suscité un vif intérêt auprès d'un auditoire vaste et diversifié, ce dont témoignent les quelque 2 000 téléchargements enregistrés dans les quatre jours suivant sa parution.

Dans la période à venir, ce programme de recherche examinera les questions suivantes : l'incidence des taux de change élevés sur la compétitivité industrielle, les facteurs qui stimulent et freinent l'innovation, et les répercussions politiques d'une structure des échanges en pleine mutation.

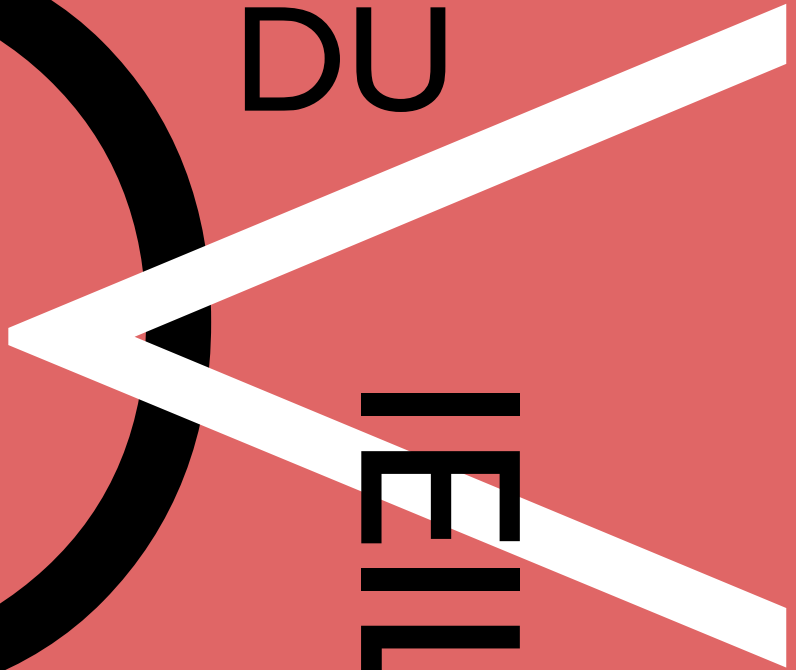
« UN PLAN DE COMMERCE INTERNATIONAL CLAIREMENT AXÉ SUR LES PRIORITÉS DU MARCHÉ : VOILÀ CE DONT NOUS AVONS BESOIN SELON LES AUTEURS D'UNE ÉTUDE DE L'INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES. » – *Globe and Mail*

LES



DU

DÉFIS



VEILLISSEMENT

SARAH FORTIN ET  
DAVID BOISCLAIR

DIRECTEURS DE RECHERCHE

Lancé en 2008, le programme Les défis du vieillissement traite de l'incidence du vieillissement démographique sur les politiques publiques et l'ensemble de la société. Les recherches portent sur plusieurs enjeux clés, notamment la participation au marché du travail, la retraite et les pensions, le rôle des secteurs public et privé en matière de soins de santé, de services sociaux et de sécurité économique, de même que les questions de fin de vie.

« DE TELS SYMPOSIUMS FAVORISENT LE DIALOGUE NATIONAL SUR L'AVENIR DE NOTRE SYSTÈME DE REVENU DE RETRAITE ALORS QUE LES MINISTRES DES FINANCES DU PAYS CONTINUENT D'EXAMINER LES DÉFIS LIÉS À CETTE QUESTION. »

– Dwight Duncan, ministre des Finances de l'Ontario

**AU** lendemain de la crise financière et dans le cadre des initiatives des gouvernements fédéral et provinciaux touchant les pensions et le revenu de retraite, l'IRPP a tenu en mai un symposium national sur les politiques relatives au revenu de retraite. Cette rencontre de deux jours a réuni à Toronto des fonctionnaires de tous les ordres de gouvernement, des chercheurs et des représentants du monde des affaires, des milieux syndicaux et des organisations non gouvernementales, qui sont venus discuter des possibilités de réforme du système de revenu de retraite canadien. L'IRPP a été heureux d'accueillir à cette occasion MM. Jim Flaherty et Dwight Duncan, respectivement ministre fédéral et ministre ontarien des Finances, qui se sont adressés à un auditoire de 70 experts.

Dans le cadre du symposium, l'Institut avait commandé quatre études. La première, de Bob Baldwin, a été publiée quelques jours avant que les ministres des Finances se rencontrent à Kananaskis, en Alberta, pour discuter des options de réforme. Cette étude analyse les avantages et les inconvénients des récentes propositions visant à freiner le recul de la participation aux régimes de retraite d'employeurs.

Dans son étude sur la littératie financière et la planification de la retraite, Saul Schwartz soutient que l'éducation financière n'apporte qu'une aide limitée aux Canadiens pour ce qui est de la planification de leur retraite, et il recommande aux gouvernements de privilégier plutôt la protection des consommateurs face à l'offre de services financiers. Près de 30 articles sur cette étude ont paru dans des quotidiens nationaux et régionaux, et son auteur a aussi publié un texte d'opinion dans *Le Devoir* et le *Hill Times*. Les médias en ont reparlé en février lors de la parution du rapport final du Groupe de travail sur la littératie financière. Enfin, toujours en février, un déjeuner-causerie au cours duquel Saul Schwartz a présenté son analyse a fait salle comble à Toronto.

Outre ces recherches sur les questions de retraite et de pensions, l'IRPP a publié en janvier une étude de Margaret McGregor et Lisa Ronald sur les soins de longue durée en établissement pour personnes âgées. Les auteures y montrent que la structure de propriété des établissements est un facteur déterminant de la qualité des soins. Tandis que les gouvernements du pays se tournent de plus en plus vers le secteur privé pour assurer la prestation de ces soins, on voit se multiplier les études et les reportages qui remettent en question la qualité des services dans divers types de centres de soins. Or les établissements à but lucratif tendraient à fournir des soins de moindre qualité, conclut cette étude amplement commentée dans des quotidiens nationaux et régionaux. *La Presse* lui a notamment consacré un important article, et le *Globe and Mail* a publié le jour de son lancement un texte d'opinion qui a suscité de nombreuses lettres de lecteurs.

Pour alimenter le débat sur cet enjeu majeur, l'Institut a organisé à Montréal et à Toronto des panels d'experts en compagnie des auteurs. L'une des panélistes, Gail Dobell, du Conseil ontarien de la qualité des services de santé, a par la suite rédigé un commentaire qui a été mis en ligne sur le site Web de l'IRPP.

#### PUBLICATIONS

[Improving Canada's Retirement Saving: Lessons from Abroad. Ideas from Home](#)  
Patrik Marier  
Septembre 2010

[Can Financial Education Improve Financial Literacy and Retirement Planning?](#)  
Saul Schwartz  
Décembre 2010

[Pension Reform in Canada: A Guide to Fixing our Futures Again](#)  
Bob Baldwin  
Décembre 2010

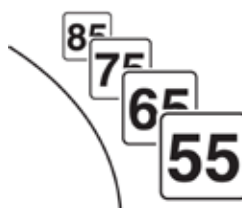
[Residential Long-Term Care for Canada's Seniors: Nonprofit, For-Profit or Does It Matter?](#)  
Margaret J. McGregor et Lisa A. Ronald  
Janvier 2011

[Is Your Defined-Benefit Pension Guaranteed? Funding Rules, Insolvency Law and Pension Insurance](#)  
Ronald B. Davis  
Mars 2011

**ÉVÈNEMENTS**  
Symposium: « Avenues for Reforming the Canadian Retirement Income System »  
4-5 mai 2010  
Toronto

« Residential Long-Term Care for Canada's Seniors: Nonprofit, For-Profit or Does It Matter? »  
Janvier 2011  
Toronto

« Can Financial Education Improve Financial Literacy and Retirement Planning? »  
Février 2011  
Toronto



Faces of Aging  
Les défis du vieillissement

# PTIONS

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE

SARAH FORTIN

# POLITIQUES

RÉDACTEUR EN CHEF

L. IAN MACDONALD

Principale revue spécialisée en politiques publiques au Canada, *Options politiques* propose à chaque numéro, en français et en anglais, des analyses approfondies des grandes questions d'actualité. La publication phare de l'IRPP a suscité cette année plus de 180 reportages dans les médias et alimenté le débat sur de nombreux enjeux pancanadiens, notamment les sommets du G20 à Toronto et du G8 à Muskoka, l'efficacité du Parlement canadien, les élections de mi-mandat aux États-Unis et la situation en Afghanistan.

**LORS** de la reprise parlementaire de l'automne dernier, le numéro de septembre intitulé « Pour un Parlement efficace » a attiré l'attention des médias de tout le pays. En un mois seulement, il a donné lieu à près de 25 comptes rendus – entrevues radiophoniques, chroniques, reportages, éditoriaux et textes d'opinion –, sans compter plus de 5 000 téléchargements sur le site Web de l'Institut.

Les déjeuners-causeries d'*Options politiques* à Ottawa et à Calgary ont fait salle comble et ont été diffusés sur la chaîne CPAC. En février, le déjeuner-causerie consacré à l'énergie propre a réuni au Petroleum Club de Calgary 150 participants, dont des députés de l'Alberta, des chefs d'entreprise et des journalistes. Et en septembre, le ministre fédéral des Finances Jim Flaherty, le président de la Chambre des communes Peter Milliken et le leader du gouvernement John Baird ont assisté à Ottawa à notre rencontre sur le thème de l'efficacité parlementaire.

La revue peut compter sur une équipe de collaborateurs hors pair, et son rédacteur en chef L. Ian MacDonald – l'une des 100 personnalités les plus influentes de la vie politique fédérale selon le *Hill Times* – a réalisé des entrevues exclusives avec des représentants gouvernementaux de haut rang comme le ministre fédéral des Finances Jim Flaherty et le président de la Chambre des communes Peter Milliken, de même qu'avec l'ancien premier ministre Brian Mulroney.

#### ÉVÈNEMENTS

Déjeuner-causerie : « The Federal Budget »  
14 avril 2010  
Ottawa

Déjeuner-causerie : « Making Parliament Work »  
29 septembre 2010  
Ottawa

Déjeuner-causerie : « A Snapshot of Canada, 2010 »  
3 décembre 2010  
Toronto

Déjeuner-causerie : « From Climate Change to Clean Energy »  
9 février 2011  
Calgary

Nul doute que cet accès à des leaders politiques anciens et actuels a permis à la revue d'élargir son lectorat en ligne et d'accroître ses revenus publicitaires. Aujourd'hui, la page d'accueil d'*Options politiques* est visitée plus de 60 000 fois par mois, et les articles de la revue ont été téléchargés près de 1 million de fois l'an dernier. Certains de ses annonceurs comptent en outre parmi les sociétés et organisations les plus prestigieuses : BMO Groupe financier, Bombardier, la Fondation canadienne pour l'innovation, le Canadien National, Enbridge, l'Association canadienne des carburants renouvelables, Microsoft, Pratt & Whitney Canada, Rx&D et l'Université de la Colombie-Britannique.

*Options politiques* a aussi publié dans ses pages et en ligne les textes du gagnant et du premier finaliste de notre premier Concours de dissertations sur les questions constitutionnelles, organisé en collaboration avec le cabinet Ogilvy Renault et le Congrès canadien des affaires constitutionnelles.

Partout au pays, la revue est vendue dans quelques kiosques à journaux ; elle est distribuée aux leaders d'opinion de la Chambre des communes, du Sénat et des bureaux des sous-ministres fédéraux, à la Tribune de la presse parlementaire canadienne, à l'Assemblée nationale du Québec, à la Tribune de la presse du Parlement du Québec, aux députés de l'Alberta et dans certains salons Feuille d'érable d'Air Canada.



# DIFFUSION

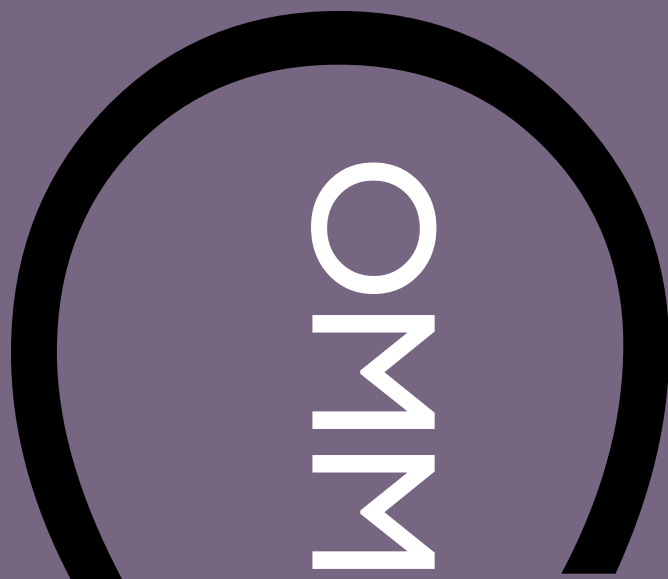
ET

KATE SHINGLER

DIRECTRICE DES COMMUNICATIONS

AGENTE DES COMMUNICATIONS

NICOLA JOHNSTON



# COMMUNICATIONS

L'Internet étant à l'avant-garde de la révolution des communications, le meilleur ambassadeur de l'IRPP est aujourd'hui son site Web, entièrement réaménagé en automne 2010 pour en actualiser les fonctions et améliorer sa convivialité. Grâce à un moteur de recherche perfectionné, il est plus simple que jamais de consulter nos innombrables documents de recherche, pour le bénéfice des chercheurs, des décideurs, des étudiants, des médias et du grand public. On peut aussi y verser des dons en ligne, transmettre le contenu du site par l'entremise d'outils de réseautage social comme Facebook, Twitter et les fils RSS, et accéder facilement aux études, communiqués, textes d'opinion et entrevues contenus dans nos riches archives.



« C'EST TOUJOURS VERS L'IRPP QUE JE ME  
TOURNE POUR AVOIR UNE OPINION D'EXPERT. »

– Chris Plecash, journaliste, *Hill Times*

## AU-DELÀ de sa nouvelle image sur

le Web, l'IRPP a commencé à mettre en ligne des commentaires de spécialistes sur les conclusions de certaines de ses études et leur incidence sur les politiques publiques. Conformément à la mission de l'Institut, ce nouveau véhicule favorise le dialogue sur ses travaux et suscite le débat sur plusieurs enjeux stratégiques auxquels font face les Canadiens et leurs gouvernements.

Les recherches de l'IRPP continuent d'être l'objet et même le catalyseur de nombreux reportages, d'entrevues radiophoniques et télévisées, de blogues et de « tweets ». L'hiver dernier, elles ont bénéficié d'une vaste couverture médiatique lors de l'important débat sur les retraites. Patrik Marier, auteur de l'étude *Improving Canada's Retirement Saving: Lessons from Abroad, Ideas from Home*, a été interviewé par la journaliste de *La Presse* Stéphanie Grammond, qui s'est ensuite rendue en Suède et en Norvège pour y étudier la réforme des retraites. Celle-ci s'est directement inspirée de l'étude de Patrik Marier dans sa série d'articles parus dans *La Presse* à la mi-février 2011 sur les réformes menées en Suède, en Norvège, au Québec et au Canada.

Tout en participant activement au débat public, l'Institut veille aussi à faire connaître ses travaux à l'occasion d'événements, de rencontres privées et de présentations.

C'est ainsi qu'en septembre, l'IRPP a accueilli 25 étudiants qui effectuaient un premier voyage d'études au Canada et aux États-Unis, organisé par le Réseau européen d'études canadiennes. Les directeurs de recherche Leslie Seidle et David Boisclair ont tenu avec notre président Mel Cappe un séminaire d'une demi-journée à leur intention. L'IRPP a ensuite offert à Barbora Podana, une étudiante de la République tchèque, un poste de stagiaire pour la période de l'automne.

En mars, les directeurs de recherche Jeremy Leonard et Leslie Seidle ont fait une présentation sur l'IRPP et sur les programmes qu'ils dirigent devant les étudiants de l'École nationale d'administration publique de Montréal et, par vidéoconférence, devant un groupe de Québec.

Le Conseil national des aînés a aussi invité l'IRPP à présenter ses recherches sur le vieillissement démographique et les pensions lors d'une rencontre d'une demi-journée. C'est en misant sur des activités de diffusion comme celles-ci que l'Institut rejoint de façon innovante ses auditoires cibles.

### COMMANDITAIRES/DONATEURS

L'IRPP aimerait remercier les organisations suivantes pour leur soutien :

**Amgen**  
**BMO Financial Group**  
**Citizenship and Immigration**  
**Canada**  
**Enbridge**  
**Finance Canada**  
**Finance Ontario**  
**Government of Ontario**  
**Graham Scott**  
**Human Resources and Social**  
**Development Canada**  
**Le Devoir**  
**Maytree Foundation**  
**Prairie Metropolis Centre**  
**Sun Life Financial**  
**The Great-West Life**  
**Wawanesa Insurance**

Le Fonds de dotation de l'IRPP a pour objectif de subvenir aux besoins de l'Institut. Le Comité des placements vise à maintenir la valeur réelle du Fonds après inflation, de façon qu'il produise les revenus nécessaires aux activités futures de l'Institut. Le rôle du Comité des placements consiste à déterminer la meilleure composition de l'actif du Fonds, à faire des recommandations aux gestionnaires des placements externes, à tenir ceux-ci responsables de l'exécution de leur mandat et à conseiller le conseil d'administration de l'Institut sur sa stratégie d'investissement.

RAPPORT DU

COMITÉ

LACEMENTS

DES

PRÉSIDENT

IAN D. CLARK

MEMBRES

HUGH CLELAND

LEA HANSEN

MICHAEL KOERNER

BARBARA MCDUGALL

L. JACQUES MÉNARD

ALFRED WIRTH

**LE** Comité des placements et le Conseil ont toujours reconnu qu'il peut exister des objectifs potentiellement contradictoires en ce qui touche le maintien des activités de l'Institut et la protection de la valeur du Fonds. C'est pourquoi le Conseil a décidé en 1987 de retirer chaque année une somme égale à 5 p. 100 de la valeur trisannuelle moyenne du Fonds (5,5 p. 100 en 1997-2000 et 6 p. 100 en 2005-2007), mesurée en fin d'exercice, plutôt que de se baser sur les revenus annuels réels qu'il génère. En privilégiant ainsi une moyenne trisannuelle, on atténue l'impact des fluctuations du marché tout en améliorant la prévisibilité.

Mais comme pour la plupart des fonds de cette nature, le ralentissement économique amorcé à l'automne 2008 a eu une incidence considérable sur le Fonds de dotation de l'IRPP. À la demande du Conseil, le Comité des placements a donc réexaminé en juin 2009 la viabilité du taux de retrait de 5 p. 100. C'est ainsi que le Conseil a décidé en décembre 2009 de réduire progressivement ce taux à 4 p. 100 d'ici à 2014-2015, en l'abaissant d'abord à 4,75 p. 100 pour les deux prochaines années, puis en le réduisant annuellement de 25 autres points de base.

Le Comité a aussi examiné d'autres formules de lissage s'appliquant au retrait de fonds de dotation. Il a finalement opté pour la formule Yale modifiée parce qu'elle diminue davantage l'effet de volatilité du portefeuille sur le montant retiré du Fonds. Cette formule consiste à retirer l'équivalent de 80 p. 100 du budget de fonctionnement du précédent exercice, majoré selon le taux d'inflation établi par l'Indice des prix à la consommation de l'année précédente, ainsi que 20 p. 100 du taux de retrait à long terme appliqué à la moyenne de la valeur marchande du Fonds des quatre trimestres antérieurs se terminant le 31 décembre.

Utilisant cette formule pour la première fois, la somme du Fonds dont nous avons disposé pour l'exercice 2010-2011 s'est élevée à 1 857 019 dollars, en baisse d'environ 19 215 dollars par rapport au transfert de l'année précédente. Au dernier exercice, les gains en capital se sont élevés à 213 419 dollars et les revenus en dividendes et intérêts à 1 219 652 dollars, pour un total de 1 433 071 dollars.

Au fil des années, le Comité des placements a pris plusieurs mesures pour assurer la gestion optimale du Fonds. En 1999, il a décidé de répartir le Fonds de dotation en deux parts égales. La société Beutel, Goodman and Company Ltd. s'est ainsi jointe à Knight, Bain, Seath and Holbrook Capital Management (KBSH), qui gérait le Fonds depuis 1989. Puis, en 2004, le Comité a décidé de remplacer KBSH par McLean Budden Investment Managers. Et en juin 2008, après avoir rencontré plusieurs gestionnaires de fonds internationaux, il a retenu les services de la société Julius Baer, aujourd'hui Artio Global, pour gérer la portion des actifs de l'IRPP qui avait été investie dans les marchés étrangers.

En 2010, le Comité des placements a fait deux recommandations au Conseil, qui les a approuvées. Selon la première, le Comité rencontre maintenant chaque gestionnaire deux fois l'an plutôt que quatre : les gestionnaires continuent de produire leurs rapports trimestriels pour l'Institut, mais ils rencontrent brièvement le Comité au début de chaque année civile pour lui communiquer tout changement à leur société et présenter leur stratégie de portefeuille pour l'année ; la seconde rencontre est consacrée à un examen approfondi de leur stratégie de portefeuille et de leur rendement par rapport aux points de référence révisés en 2009. Les rapports trimestriels continuent d'être remis aux membres du Comité et, le cas échéant, toute préoccupation est signalée au président du Comité ou au président de l'Institut, qui assurent le suivi auprès du gestionnaire.

Conformément à la seconde recommandation, le seuil admissible des actions du portefeuille est passé de 65 à 75 p. 100. Il ne s'agit pas ici d'une directive obligeant les gestionnaires à atteindre ce maximum mais plutôt d'un message du Conseil indiquant qu'il est prêt à accroître l'exposition au risque du portefeuille pour améliorer son rendement potentiel.

La valeur marchande combinée du Fonds, y compris d'autres actifs nets, s'établissait à 36 717 036 dollars au 31 mars 2011. La composition de son actif est indiquée dans le tableau ci-dessous.

	BEUTEL GOODMAN		MCLEAN BUDDEN		ARTIO GLOBAL	
Fin de l'exercice	31/3/11	31/3/10	31/3/11	31/3/10	31/3/11	31/3/10
<b>Valeur marchande</b>	18 299 796 \$	17 403 824 \$	14 546 437 \$	14 252 405 \$	3 711 951 \$	3 554 455 \$
<b>Composition de l'actif</b>						
Espèces et valeurs assimilables	0,7 %	1,7 %	1,4 %	1,9 %	-	-
Revenu fixe	36,9 %	42,1 %	47,3 %	48,2 %	-	-
Actions canadiennes	42,7 %	37,9 %	29,3 %	27,4 %	-	-
Actions américaines	19,7 %	18,2 %	22,0 %	22,5 %	-	-
Actions étrangères	-	-	-	-	100 %	100 %
Actions totales	61,4 %	56,2 %	51,3 %	49,9 %		-

Le tableau ci-dessous illustre, par rapport aux points de référence établis, le rendement des gestionnaires de fonds de l'Institut pour l'année écoulée et, le cas échéant, pour les quatre dernières années.

Fin de l'exercice	31/3/11	31/3/10	31/3/09	31/3/08
<b>RENDEMENT ANNUEL</b>				
Artio Global	5,5 %	18,7 %	-13,6 %	s. o.
Point de référence (MSCI ACWI ex-US)	8,5 %	29,8 %	-9,0 %	s. o.
Beutel Goodman	11,7 %	22,9 %	-11,8 %	-4,2 %
McLean Budden	10,4 %	17,3 %	-10,0 %	-1,3 %
Point de référence	10,8 %	18,8 %	-13,0 %	0,4 %
<b>RENDEMENT SUR QUATRE ANS (ANNUALISÉ)</b>				
Beutel Goodman	3,8 %	3,1 %	0,5 %	5,4 %
McLean Budden	3,7 %	3,5 %	1,9 %	s. o.
Point de référence	3,7 %	3,2 %	2,0 %	7,1 %



TATS

FINANCIERS

31 MARS 2011

# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT



Aux administrateurs de  
l'Institut de recherche en politiques publiques

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Institut de recherche en politiques publiques, qui comprennent le bilan au 31 mars 2011 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### *Opinion*

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut de recherche en politiques publiques au 31 mars 2011 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*

Montréal  
7 juin 2011

<sup>1</sup> Comptable agréé auditeur, permis n° 14444

# RÉSULTATS

pour l'exercice terminé le 31 mars 2011  
(en milliers de dollars)

	2011	2010
	\$	\$
<b>Produits</b>		
Produits nets de placements	<b>3 556</b>	6 139
Autres produits		
Magazine <i>Options politiques</i>	<b>32</b>	37
Publicité <i>Options politiques</i>	<b>122</b>	155
Autres publications	<b>26</b>	50
Apports	<b>274</b>	147
Autres	<b>9</b>	9
	<b>463</b>	398
Charges		
Frais généraux de recherche et de soutien	<b>1 813</b>	1 723
Magazine <i>Options politiques</i>	<b>472</b>	474
Autres publications	<b>46</b>	81
Frais de gestion de portefeuille et de transaction	<b>213</b>	209
Intérêts	<b>8</b>	7
Amortissement des immobilisations	<b>12</b>	19
	<b>2 564</b>	2 513
Insuffisance des produits par rapport aux charges avant produits nets de placements	<b>(2 101)</b>	(2 115)
<b>Excédent des produits par rapport aux charges</b>	<b>1 455</b>	4 024

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS

pour l'exercice terminé le 31 mars 2011  
(en milliers de dollars)

	2011			2010
	Affectés au financement des activités de fonctionnement (note 4)	Investis en immobilisations	Non affectés	Total
	\$	\$	\$	Total
Actifs nets au début	34 936	20	208	35 164
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges		(12)	1 467	4 024
Investissements en immobilisations		16	(16)	
Virement (note 4)	1 486		(1 486)	
<b>Actifs nets à la fin</b>	<b>36 422</b>	<b>24</b>	<b>173</b>	<b>36 619</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



# FLUX DE TRÉSORERIE

pour l'exercice terminé le 31 mars 2011  
(en milliers de dollars)

	2011	2010
	\$	\$
<b>Activités de fonctionnement</b>		
Excédent des produits par rapport aux charges	1 455	4 024
Éléments hors caisse		
Juste valeur des placements	(2 123)	(5 056)
Perte (gain) sur la cession de placements	(214)	118
Amortissement des immobilisations	12	19
Variations d'éléments du fonds de roulement (note 5)	(54)	79
Sorties nettes de fonds	(924)	(816)
<b>Activités d'investissement</b>		
Placement		(152)
Cession d'un placement		217
Placements à long terme	(10 037)	(13 207)
Cession de placements à long terme	10 933	13 915
Immobilisations	(16)	(15)
Rentrées nettes de fonds	880	758
<b>Diminution de l'encaisse</b>	<b>(44)</b>	<b>(58)</b>
Encaisse au début	100	158
<b>Encaisse à la fin</b>	<b>56</b>	<b>100</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.;

# BILAN

au 31 mars 2011  
(en milliers de dollars)

	2011	2010
	\$	\$
<b>Actif</b>		
Actif à court terme		
Encaisse	56	100
Débiteurs (note 6)	244	375
Frais payés d'avance	21	34
	<b>321</b>	509
Placements à long terme (note 7)	<b>36 549</b>	35 108
Immobilisations (note 8)	24	20
	<b>36 894</b>	35 637
<b>Passif</b>		
Passif à court terme		
Comptes fournisseurs et charges à payer	117	270
Produits d'abonnement et de publicité perçus par anticipation	50	95
Apports reportés (note 10)	108	108
	<b>275</b>	473
<b>Actifs nets</b>		
Affectés au financement des activités de fonctionnement	<b>36 422</b>	34 936
Investis en immobilisations	24	20
Non affectés	173	208
	<b>36 619</b>	35 164
	<b>36 894</b>	35 637

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 mars 2011  
(en milliers de dollars)

## 1. STATUTS ET OBJECTIF DE L'ORGANISME

L'Institut de recherche en politiques publiques est constitué en vertu de la Partie II de la Loi sur les corporations canadiennes. Il a pour mission de favoriser le développement de la pensée politique au Canada en mettant de l'avant de nouvelles perspectives et en suscitant des débats qui contribueront au processus décisionnel en matière de politiques publiques et qui rehausseront la qualité des décisions que prennent les gouvernements, les citoyens, les institutions et les organismes canadiens. Il est un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

### Base de présentation

Les états financiers sont préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur. Aucune information sur la juste valeur n'est présentée lorsque la valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur.

### Estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

### Actifs et passifs financiers

L'organisme a choisi d'appliquer les recommandations du chapitre 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* relativement à la présentation et aux informations à fournir afférentes aux états financiers.

Lors de la comptabilisation initiale, tous les actifs et les passifs financiers sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur. Les coûts de transaction liés aux actifs et aux passifs financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à l'état des résultats et présentés au poste Frais de gestion de portefeuille et de transaction. Les achats ou les cessions d'actifs financiers avec délai normalisé de livraison sont comptabilisés à la date de transaction.

Par la suite, les actifs et les passifs financiers sont évalués et comptabilisés comme il est décrit ci-après.

#### Actifs financiers détenus à des fins de transaction

L'encaisse est classée dans la catégorie des actifs financiers détenus à des fins de transaction et les placements à long terme, les intérêts et dividendes à recevoir et les sommes à recevoir sur la cession de placements inclus dans les débiteurs sont désignés par l'organisme comme étant détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations qui en découlent sont comptabilisées à l'état des résultats. Les variations de la juste valeur comptabilisées à l'état des résultats incluent les revenus d'intérêts et de dividendes, les gains ou pertes de change ainsi que les gains ou pertes réalisés et non réalisés, et sont présentées au poste Produits nets de placements. La juste valeur des placements en actions et en parts de fonds communs a été établie selon le dernier cours acheteur et la juste valeur des placements en obligations, selon le taux de rendement reflétant les conditions des marchés correspondants.

Lors de leur comptabilisation initiale, certains actifs financiers sont désignés par l'organisme comme étant détenus à des fins de transaction lorsque la désignation élimine ou réduit les incohérences d'évaluation ou de comptabilisation qui pourraient survenir si les actifs, les gains ou les pertes étaient comptabilisés autrement.

#### Prêts et créances

Les comptes clients inclus dans les débiteurs sont classés comme prêts et créances et sont évalués au coût après amortissement, lequel correspond généralement au montant comptabilisé initialement moins toute provision pour créances douteuses.

#### Autres passifs financiers

Les comptes fournisseurs et charges à payer sont classés comme autres passifs financiers et sont évalués au coût après amortissement.

### Constatation des produits

#### Apports

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré. Les apports reçus à titre de dotations sont présentés comme des augmentations directes des actifs nets.

#### Produits de publicité et de publications

Les produits de publicité et de publications sont constatés lorsqu'il existe un accord entre les parties, que le montant de la transaction est déterminé ou déterminable et que le recouvrement de la créance est raisonnablement assuré.

En plus des principes généraux mentionnés ci-dessus, l'organisme applique les principes spécifiques suivants :

- Les produits de publicité sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée du contrat, lorsque la publicité est éditée ;
- Les produits de publications sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée des abonnements ;
- Les autres produits sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

#### Produits de placement

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de règlement et les produits qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les dividendes sont constatés à compter de la date ex-dividende. Les gains ou les pertes sur la cession de placements sont établis selon la méthode du coût moyen. Les frais de transaction associés à l'acquisition ou à la cession de placements sont compris dans le coût des placements acquis ou sont traités comme réduction du produit de la cession de placements.

### Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux annuels et sur la période qui suivent :

	Taux et période
Équipement informatique	33 %
Matériel de bureau	20 %
Améliorations locatives	Durée du bail

### Conversion des devises

Les éléments monétaires d'actif et de passif libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan, tandis que les autres éléments d'actif et de passif sont convertis au taux en vigueur à la date de l'opération. Les produits et les charges libellés en devises sont convertis au taux moyen en vigueur durant l'exercice, à l'exception des charges liées aux éléments non monétaires d'actif et de passif, qui sont converties au taux d'origine. Les gains et les pertes sont inclus dans les résultats de l'exercice. Les gains ou les pertes de change sur les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont inclus dans les produits nets de placements présentés à l'état des résultats.

### 3. AFFECTATIONS GREVANT LES ACTIFS NETS

Les actifs nets affectés au financement des activités de fonctionnement par voie d'affectations d'origine interne par le conseil d'administration doivent être conservés en vue de financer les activités de fonctionnement de l'organisme. Ces sommes ne peuvent être utilisées à d'autres fins sans l'approbation du conseil d'administration. Les produits de placements ne sont pas sujets à une affectation spécifique.

### 4. VIREMENT

	2011	2010
	\$	\$
Montant établi selon la formule approuvée par le conseil d'administration	1 857	1 875
Produits nets de placements	3 556	6 139
Frais de gestion de portefeuille et de transaction	(213)	(209)
Produits de placements, déduction faite des frais de gestion de portefeuille et de transaction (a)	3 343	5 930
<b>Virement</b>	<b>(1 486)</b>	<b>(4 055)</b>

Pour financer les activités de fonctionnement de l'organisme, le conseil d'administration autorise annuellement un virement visant le transfert de ressources entre les actifs nets affectés et les actifs nets non affectés.

(a) La perte de valeur des actifs affectés et les frais de gestion y afférents sont non affectés et reflètent la perte non matérialisée au cours de l'exercice sur les actifs affectés.

### 5. INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations d'éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	2011	2010
	\$	\$
Débiteurs	131	(27)
Frais payés d'avance	13	(6)
Comptes fournisseurs et charges à payer	(153)	42
Produits d'abonnement et de publicité perçus par anticipation	(45)	57
Apports reportés		13
	<b>(54)</b>	<b>79</b>

### 6. DÉBITEURS

	2011	2010
	\$	\$
Comptes clients	25	45
Somme à recevoir sur la cession de placements	62	195
Taxes à la consommation à recevoir	62	38
Intérêts et dividendes à recevoir	95	97
	<b>244</b>	<b>375</b>

### 7. PLACEMENTS À LONG TERME

	2011	2010
	\$	\$
Parts de fonds communs de placement		
Marché monétaire	111	274
Obligations	6 880	6 878
Actions	11 379	10 852
	<b>18 370</b>	<b>18 004</b>
Obligations		
Gouvernement fédéral, 1 % à 4 % (1,25 % à 8 % en 2010), échéant à différentes dates de septembre 2011 à juin 2014	2 997	2 691
Gouvernements provinciaux, 4,25 % à 10,25 % (4,4 % à 10,25 % en 2010), échéant à différentes dates de décembre 2011 à juin 2019	469	1 064
Sociétés, 3,05 % à 12,2 % (3,13 % à 12,2 % en 2010), échéant à différentes dates de novembre 2012 à novembre 2050	3 290	3 575
	<b>6 756</b>	<b>7 330</b>
Actions canadiennes		
Métaux et minéraux	153	106
Or et métaux précieux	253	
Pétrole et gaz	2 042	1 431
Produits de consommation		109
Produits industriels	112	55
Biotechnologie et pharmaceutique	100	
Immobilier	52	78
Services de transport et services environnementaux	245	213
Services publics	217	189
Communications et médias	530	479
Ventes au détail	328	216
Services financiers	3 787	3 712
	<b>7 819</b>	<b>6 588</b>
Actions étrangères		
Produits de consommation cycliques	562	394
Produits de consommation de base	157	156
Services financiers	366	280
Santé	258	345
Pétrolières intégrées	181	112
Fabrication et transformation	76	77
Autres énergies	272	200
Produits durables	170	543
Technologies	588	472
Services publics	537	144
Communications et médias	155	243
Autres	282	220
	<b>3 604</b>	<b>3 186</b>
	<b>36 549</b>	<b>35 108</b>

## 8. IMMOBILISATIONS

	2011		
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
	\$	\$	\$
Équipement informatique	374	352	22
Matériel de bureau	125	123	2
Améliorations locatives	16	16	
	515	491	24

	2010		
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
	\$	\$	\$
Équipement informatique	358	345	13
Matériel de bureau	125	121	4
Améliorations locatives	16	13	3
	499	479	20

## 9. MARGE DE CRÉDIT

La marge de crédit non garantie, d'un montant autorisé de 500 \$, porte intérêt au taux préférentiel plus 1 % (3 % ; 3,25 % en 2010) et est renégociable en septembre 2011. Aux 31 mars 2011 et 2010, la marge de crédit n'était pas utilisée.

## 10. APPORTS REPORTÉS

	2011	2010
	\$	\$
Fonds de la quatrième décennie		
Solde au début	108	95
Montant encaissé		13
Solde à la fin	108	108

Le Fonds de la quatrième décennie est composé d'apports affectés à des projets spécifiés par les donateurs.

## 11. OBJECTIFS ET POLITIQUES EN MATIÈRE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS, ET RISQUES FINANCIERS

### Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

L'organisme est exposé à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses activités de fonctionnement et d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de l'organisme.

L'organisme n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

### Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels l'organisme est exposé ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après.

#### Risque de taux d'intérêt

Les obligations et les parts de fonds communs du marché monétaire et d'obligations portent intérêt à taux fixe et exposent donc l'organisme au risque de variations de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Les autres actifs et passifs financiers de l'organisme ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt.

#### Risque de crédit et concentration du risque de crédit

En règle générale, la valeur comptable au bilan des actifs financiers de l'organisme exposés au risque de crédit, après déduction des provisions applicables pour pertes, représente le montant maximum du risque de crédit auquel l'organisme est exposé.

- Comptes clients :  
Le risque de crédit de l'organisme provient, entre autres, des comptes clients. L'organisme n'exige pas de garantie de ses clients. Le solde des comptes clients est géré et analysé de façon continue et, de ce fait, l'exposition résiduelle de l'organisme aux créances douteuses n'est pas importante ;
- Placements en obligations et en parts de fonds communs :  
Le solde des placements en obligations et en parts de fonds communs est géré et analysé tous les trimestres afin de détecter toute moins-value. Au 31 mars 2011, la direction estime que le risque de crédit de l'organisme relatif à ces actifs financiers est faible et, de ce fait, aucune provision pour perte n'a été comptabilisée.

Au 31 mars 2011, l'encaisse est détenue auprès d'une institution financière reconnue.

#### Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que l'organisme dispose de sources de financement sous la forme d'emprunts bancaires de montant autorisé suffisant. L'organisme établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

#### Autre risque de prix

L'autre risque de prix correspond au risque que la juste valeur des actifs nets fluctue en fonction des changements des cours boursiers. L'organisme est exposé à l'autre risque de prix en raison de ses parts dans les investissements.

#### Risque de change

L'organisme est exposé au risque de change en raison de l'encaisse et des placements à long terme libellés en dollars américains. Au 31 mars 2011, les actifs financiers libellés en dollars américains représentent de l'encaisse et des placements à long terme totalisant 3 711 \$ US (3 187 \$ US au 31 mars 2010).

L'organisme ne conclut pas de contrats visant à couvrir le risque de change auquel il est exposé.

## 12. POLITIQUES ET PROCÉDURES DE GESTION DU CAPITAL

L'organisme définit son capital comme étant ses actifs nets et ses objectifs en matière de gestion du capital sont les suivants :

- Préserver sa capacité de poursuivre ses activités ;
- Acquitter ses obligations financières.

L'organisme gère son capital principalement au moyen des produits de placements et de la vente de publicité et de publications.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, l'organisme peut être amené à modifier les charges prévues pour la réalisation de certaines activités.

L'organisme n'est pas soumis, en vertu de règles extérieures, à des exigences concernant son capital.

## 13. ENGAGEMENTS

L'organisme s'est engagé, d'après des contrats de location et un contrat de services échéant jusqu'en 2022, à verser la somme de 867 \$ pour du matériel, des locaux et des services. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 80 \$ en 2012, à 81 \$ en 2013, à 83 \$ en 2014, à 80 \$ en 2015 et à 543 \$ en 2016 et les exercices suivants.

	2011	2010
	\$	\$
<b>Produits nets de placements</b>		
Produits d'intérêts	621	702
Revenus de dividendes	598	499
Gain (perte) sur la cession de placements	214	(118)
Variation de la juste valeur des actifs désignés par l'organisme comme étant détenues à des fins de transaction	2 123	5 056
	<b>3 556</b>	<b>6 139</b>



